

EXTRAIT  
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 30 juillet 2020

Régulièrement convoqué le 22 juillet 2020

Le 30 juillet 2020 à dix-sept heures,

Le Conseil Municipal s'est réuni au lieu ordinaire de ses séances sous la présidence de M. Julien CORNILLET.

**Présents (es) :** Mme Marie-Christine MAGNANON, M. Éric PHÉLIPPEAU, Mme Ghislaine SAVIN, M. Karim OUMEDDOUR, M. Jean-Michel GUALLAR, Mme Emeline MEHUKAJ, M. Cyril MANIN, Mme Fabienne MENOVAR, M. Chérif HEROUM, Mme Sylvie VERCHÈRE : Adjoints au Maire. Mme Danièle JALAT, M. Norbert GRAVES, Mme Anne BELLE, M. Jacques ROCCI, M. Philippe LHOTTELLIER, Mme Catherine MATSAERT, Mme Florence VINENT, Mme Vanessa VIAU, M. Vincent PERROUX, M. Julien DECORTE, M. Laurent CHAUVÉAU, Mme Chloé CARILLION-PALAYRET, M. Dorian PLUMEL, M. Nicolas DELOLY, Mme Demet YEDILI, Mme Aurore DESRAYAUD, M. Karim BENSID-AHMED, Mme Mathilde CONTAT, M. Laurent MILAZZO, M. Laurent LANFRAY

**Pouvoirs :** Mme Sandrine MAGNETTE (pouvoir M. Nicolas DELOLY), M. Jérôme BEAUTHÉAC (pouvoir M. Karim OUMEDDOUR), Mme Pauline CABANE (pouvoir Mme Catherine MATSAERT), M. Christophe ROISSAC (pouvoir Mme Mathilde CONTAT), Mme Catherine AUTAJON (pouvoir M. Laurent LANFRAY)

**Excusé(e)s :** Mme Françoise CAPMAL, M. Jean-Frédéric FABERT, Mme Patricia BRUNEL-MAILLET

**Secrétaire de Séance :** Mme Demet YEDILI

## 1.02 - COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES PUBLICS LOCAUX - CRÉATION, DÉSIGNATION DES MEMBRES ET ADOPTION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR

**Monsieur Julien CORNILLET, Maire, Rapporteur**, expose aux membres de l'assemblée délibérante que l'article L.1413-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) prévoit la création, dans les communes de plus de 10 000 habitants, d'une Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) pour l'ensemble des services publics que ces communes confient à un tiers par convention de délégation de service public ou qu'elles exploitent en régie dotée de l'autonomie financière.

Cette commission, présidée par le Maire ou son représentant par délégation, doit comprendre des membres du Conseil municipal, désignés dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, et des représentants d'associations locales, également nommés par le Conseil municipal. En fonction de l'ordre du jour, la commission peut, sur proposition de son président, inviter à participer à ses travaux, avec voix consultative, toute personne dont l'audition lui paraît utile.

Conformément à l'article précité du CGCT, cette commission examine chaque année, sur le rapport de son président :

- 1° Le rapport, mentionné à l'article L.1411-3, établi par le délégataire de service public ;
- 2° Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement visés à l'article L.2224-5 ;
- 3° Un bilan d'activité des services exploités en régie dotée de l'autonomie financière ;
- 4° Le rapport mentionné à l'article L.2234-1 du Code de la commande publique établi par le titulaire d'un marché de partenariat.



La moitié des membres de la CCSPL peut également demander le jour de toute proposition relative à l'amélioration des services publics locaux.

En outre, la CCSPL est consultée pour avis par le Conseil municipal sur :

- 1° Tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce dans les conditions prévues par l'article L.1411-4 ;
- 2° Tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;
- 3° Tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant ne se prononce dans les conditions prévues à l'article L.1414-2 ;
- 4° Tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche et de développement, avant la décision d'y engager le service.

Sur ces quatre (4) derniers points, le Conseil municipal a la possibilité de déléguer au Maire le pouvoir de saisine de la CCSPL.

Le Maire doit enfin présenter au Conseil municipal, avant le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, un état des travaux réalisés par la CCSPL au cours de l'année précédente.

S'il ressort des dispositions de cet article L.1413-1 du CGCT que le législateur a souhaité laisser une réelle liberté aux communes quant à la composition et aux modalités de fonctionnement de leur CCSPL, en l'absence d'autres précisions du CGCT sur les modalités de désignation des membres élus de la CCSPL, il apparaît souhaitable de s'inspirer de celles prévues pour l'élection des membres de la commission prévue pour les délégations de services publics aux articles D.1411-3 à D.1411-5 du CGCT.

Enfin, s'agissant des règles pratiques d'organisation et de fonctionnement de la CCSPL, il apparaît également souhaitable qu'elles soient formalisées et précisées par un règlement intérieur.

## **LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2121-21, L.2121-29, L.1413-1 et D.1411-3 à D.1411-5 ;

Vu la loi n°2020-290 du 23 mars 2020 d'urgence pour faire face à l'épidémie de COVID-19, modifiée, et notamment son article 10 ;

Vu le projet de règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la ville de Montélimar ;

Après avoir entendu l'exposé précédent ;

Après en avoir délibéré, **À L'UNANIMITÉ DES VOTES DES MEMBRES PRÉSENTS ET REPRÉSENTÉS**

**DÉCIDE :**

- **D'APPROUVER** la création de la commission consultative des services publics locaux de la commune de Montélimar, présidée par le Maire ou son représentant par délégation, et composée de dix (10) membres dont six (6) membres élus par le Conseil municipal en son sein, et quatre (4) membres représentants d'associations locales nommés également par le Conseil municipal,

- **D'APPROUVER** que l'élection des membres titulaires et suppléants de la Commission Consultative des Services Publics Locaux issus du Conseil municipal ait lieu sur la même liste, à la représentation proportionnelle au plus fort reste, sans panachage ni vote préférentiel ; qu'en cas d'égalité de reste, le siège revienne à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages et qu'en cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué aux plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus,

- **DE NE PAS VOTER** au scrutin secret pour l'élection des membres du Conseil municipal à la Commission Consultative des Services Publics Locaux,

- **D'APPROUVER** que le dépôt des listes ait lieu en séance auprès du secrétariat du Conseil municipal et que les listes puissent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges à pourvoir,

- **DE PROCÉDER** à l'élection des membres du Conseil municipal pour siéger à la commission consultative des services publics locaux,

Une seule liste ayant été présentée, sont donc élus membres Commission Consultative des Services Publics Locaux :

- Monsieur Jacques ROCCI
- Madame Demet YEDELI
- Madame Catherine MATSAERT
- Monsieur Jérôme BEAUTHÉAC
- Madame Françoise CAPMAL
- Monsieur Christophe ROISSAC

- **DE DÉSIGNER** comme représentants des associations locales pour siéger à la commission consultative des services publics locaux :

- Madame Pauline FIRMAN, Présidente de l'Association Comité des Fêtes de Saint James,
- Monsieur Alain AUTHEMAN, Président de l'Association UNRPA « les Nougalous »,
- Monsieur Louis FANUCCI, Président de l'Association syndicale libre « Domaine du Vallon »,
- Monsieur Fabrice ZANGLA, Président de l'Association 600 Commerces,

- **DE DONNER** délégation de pouvoir à Monsieur le Maire ou son représentant, pour saisir pour avis la Commission Consultative des Services Publics Locaux dans les quatre (4) cas énumérés par l'article L.1413-1 du CGCT,

- **D'APPROUVER** le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui figure en annexe à la présente,

- **DE CHARGER** Monsieur le Maire ou son représentant de prendre toutes les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente délibération qui peut être soumise devant le Tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux (2) mois à compter de sa transmission au représentant de l'État dans le département et de sa publication.

**Ainsi fait et délibéré, les jours, mois et an que dessus,**

Ont signé les membres présents,

Suivent les signatures.

**POUR EXPEDITION CONFORME**

Fait en Mairie, le 31 juillet 2020

Le Maire,

Julien CORNILLET

